



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Caisse des Règlements Pécuniaires effectués par les Avocats (CARPA) de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Caisse des Règlements Pécuniaires effectués par les Avocats (CARPA) de Paris

Institution régie par les dispositions des articles 236 à 244 du décret du 27 novembre 1991

Cours des Avocats - 75017 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres du Comité de Direction,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité de Direction, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Caisse des Règlements Pécuniaires effectués par les Avocats (CARPA) de Paris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons pris connaissance des rapports de nos confrères dans le cadre des missions légales relatives :

- au maniement de fonds tels que prévus à l'article 241-2 du décret du 27 novembre 1991.
- à l'aide juridictionnelle telle que prévue aux articles 118 et 132-4 du décret du 19 décembre 1991.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Comité de Direction.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 20 mai 2025

Signé par :

6D38FA39C954495...

Yann SEMELIN

Associé

BILAN ACTIF

	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 378 324	799 528	2 578 796	(0)
Immobilisations incorporelles en cours	462 169		462 169	2 615 024
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 745 465		4 745 465	4 745 465
Constructions	15 024 567	8 642 945	6 381 621	6 611 738
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 330 307	1 287 149	43 158	54 102
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	43 791 391	932 863	42 858 528	45 507 148
Autres titres immobilisés	527 847 570		527 847 570	522 393 200
Prêts	214 366		214 366	199 287
Autres	15 005 352	2 342 253	12 663 099	8 078 467
TOTAL I	611 799 511	14 004 738	597 794 773	590 204 431
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 033 569		1 033 569	1 413 166
Valeurs mobilières de placement	2 171 650 986		2 171 650 986	2 251 823 835
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	69 674 033		69 674 033	44 061 057
Charges constatées d'avance	629 455		629 455	529 506
TOTAL II	2 242 988 044		2 242 988 044	2 297 827 603
Frais d'émission des emprunts (III)	12 509		12 509	35 179
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	2 854 800 064	14 004 738	2 840 795 326	2 888 067 213

BILAN PASSIF

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	19 437 558	19 437 558
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	114 326 347	72 682 619
Autres		
Report à nouveau	36 718 606	43 229 042
Excédent ou déficit de l'exercice	38 346 110	35 133 291
Situation nette (sous total)	208 828 622	170 482 511
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	208 828 622	170 482 511
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	327 000	827 000
Provisions pour charges	452 804	578 166
TOTAL III	779 804	1 405 166
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 613 542 246	2 692 645 660
Emprunts et dettes financières diverses	5 306	5 401
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 413 451	2 903 915
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 934 570	1 856 419
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	12 291 327	18 768 140
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	2 631 186 900	2 716 179 535
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	2 840 795 326	2 888 067 213

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	538 044	561 977
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	857 110	328 539
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1 645 182	1 545 427
TOTAL I	3 040 336	2 435 943
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	9 404 760	8 085 057
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	628 410	613 068
Salaires et traitements	4 171 953	3 903 558
Charges sociales	2 013 791	1 849 227
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	827 618	241 564
Dotations aux provisions	2 254 157	6 000
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	24 281 259	20 371 617
TOTAL II	43 581 948	35 070 091
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(40 541 612)	(32 634 148)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	6 632 895	6 253 447
Autres intérêts et produits assimilés	60 361 993	51 256 925
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		89 105
Différences positives de change	226 120	51 680
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 973 681	10 227 139
TOTAL III	79 194 689	67 878 296
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	22 670	22 670
Intérêts et charges assimilées	84 285	45 381
Différences négatives de change	201 424	40 779
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	308 379	108 830
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	78 886 310	67 769 465

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	31/12/2024	31/12/2023
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	38 344 698	35 135 317
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 580	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	3 580	
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 580	
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 168	2 026
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	82 238 605	70 314 238
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	43 892 495	35 180 947
EXCEDENT OU DEFICIT	38 346 110	35 133 291
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Faits marquants

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Edition du 24/04/25

Événements significatifs de l'exercice :

1) Maison des Avocats

Les services de la CARPA ont emménagé à la Maison des Avocats en mars 2020 et occupent 19% de la surface pour un loyer annuel en 2024 de 800 822 € ttc contre 766 723 € ttc en 2023.

Ce loyer est versé à la SCI MODA. La SCI MODA a été créée par l'Ordre des Avocats de Paris (51% des parts) et la CARPA (49% des parts)

2) Convention locale visant à assurer une défense de qualité aux bénéficiaires de l'aide juridique

Le Barreau de Paris a signé avec le président du tribunal judiciaire et le procureur de la République une convention dans le cadre des dispositions de l'article 91 du décret 91-1266 du 19 décembre 1991. Le Barreau de Paris s'engage à mettre en place une défense de qualité pour les bénéficiaires de l'aide juridique, majeurs ou mineurs, auteurs ou victimes. Ces actions regroupent les permanences pénales, permanences droit des étrangers, permanences hospitalisation sans consentement, permanences garde à vue, retenue et détention.

A ce titre, la CARPA perçoit une dotation complémentaire versée par le Ministère de la Justice destinée à rétribuer les avocats référents, rétribuer les permanences blanches, financer la différence entre les UV collectées et les forfaits réglés, couvrir les frais de fonctionnement de la CARPA, et notamment le standard garde à vue.

En 2024, la CARPA a reçu une dotation de 1 215 159 €, intégralement employée pour financer le standard garde à vue, les référents, les permanences blanches et une partie des charges indirectes du service accès au droit et à la justice de la CARPA.

3) Complément défense d'urgence

Dans le but d'améliorer la "défense d'urgence", un complément de 100 € HT est versé aux avocats à jour de leurs obligations de formation pour chaque permanence pénale "majeurs et mineurs" et permanence "réfèrent". Ce complément est destiné à contribuer à la formation continue des avocats. Il a représenté un total de 1 140 956 € sur l'exercice 2024.

4) Contrat d'assurance non représentation de fonds

Le contrat d'assurance non représentation de fonds a été renouvelé pour la période triennale 2023-2025. La prime annuelle s'élève à 750 000 €, et une ristourne de 50 000 € a été perçue en 2024. Chaque sinistre est garanti à hauteur de 35 000 000 €. La franchise s'élève à 600 000 € par an pour l'ensemble des sinistres.

Un dépôt de garantie de 600 000 € par an doit être versé. Un rappel de prime de 300 000 € ht maximum est prévu en cas de dérive de la sinistralité constatée à la fin de période triennale.

Au cours de l'exercice 2024, deux nouveaux sinistres en non représentation de fonds ont été déclaré. Au 31/12/2024, 9 sinistres sont provisionnés dans les comptes de la CARPA pour un total de 2 287 752 €. L'évolution des sinistres en cours pendant l'année 2024 a nécessité de réhausser le niveau de provision de 2 029 416 €, sur la base des informations transmises par notre courtier.

5) Produits financiers

L'évolution des marchés de taux très favorables en 2024 a permis à la CARPA d'obtenir des rémunérations en forte hausse sur les placements, notamment sur les bons de capitalisation et sur les comptes à terme. La CARPA a totalisé 79 M€ de produits financiers en 2024 contre 68 M€ en 2023 et 28 M€ en 2022.

6) Participation de la CARPA aux missions d'intérêt collectif dans le cadre de l'article 235-1 (décret du 27 novembre 1991)

Au titre de l'exercice 2024, la CARPA a provisionné dans ses comptes une participation aux missions d'intérêt collectif de la profession dans le cadre de l'article 235-1 à hauteur de 8 400 000 € pour la prévoyance, et de 4 700 000 € pour contribuer aux dépenses informatiques, du service du vestiaire des avocats, du service de la formation continue, du service social et de la prévoyance payés par l'Ordre des Avocats de Paris.

7) Projet eMDF

La CARPA a poursuivi en 2024 le développement du logiciel eMDF pour la gestion des manèges de fonds, en partenariat avec l'UNCA. Le budget total du projet est estimé à 7 585 432 €, réparti entre la CARPA et l'UNCA. Le montant de l'immobilisation eMDF activée à la CARPA s'élève à 3 143 453 € au 31 décembre 2024.

Le total des dotations aux amortissements sur le logiciel eMDF au 31 décembre 2024 s'élève à 564 657 euros pour la CARPA.

Les autres dépenses comptabilisées en charge pour ce projet s'élèvent à 1 200 522 euros en 2024 (hors dotations aux amortissements).

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice :

La CARPA n'a pas connaissance d'événements significatifs postérieurs à la clôture pouvant impacter les comptes de l'exercice 2024..

Règles & Méthodes Comptables

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 24/04/25
Devise d'édition EURO

L'exercice clôturé au 31/12/24 présente un montant total du bilan de 2 840 795 326 €
et dégage un excédent de 38 346 110 €.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Code du Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes d'un exercice comptable à l'autre, indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes.

IMMOBILISATION

Immobilisations corporelles Immeubles :

Les actifs immobiliers ont été évalués au 1er janvier 2000 à leur valeur d'utilisation en tenant compte de leur vocation à des missions de service public et de leur inaliénabilité de fait. La réévaluation, d'une valeur de 19 437 558 euros a été enregistrée en fonds propres.

Les actifs immobiliers ont fait l'objet d'une décomposition suivant les directives du nouveau règlement ANC 2016-07 relatif à la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs. Les éléments suivants sont notamment pris en compte :

- mise en évidence du coût d'achat des terrains,
- décomposition des actifs en distinguant les éléments constitutifs ayant une durée d'utilisation différente devant faire l'objet d'un plan d'amortissement propre,
- les valeurs résiduelles ne sont pas déduites de la base amortissable, en raison de l'absence de politique de cession avant la fin de la durée de vie des biens immobilisés.

Les composants retenus et la durée d'amortissement associée sont présentés dans le tableau ci-dessous :

composants	durée d'amortissement en années	répartition de la valeur de la construction
façade, étanchéité, couverture	25	15%
IGT (chauffage-climatisation, ascenseurs, électricité, plomberie)	20	25%
gros oeuvre		
- qualité de construction d'avant 1945	100	60%
- qualité de construction d'après 1945	50	60%

Immobilisations Incorporelles et immobilisations corporelles meubles :

Les immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles meubles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

L'application des règlements sur les actifs n'a pas apporté de modifications dans la présentation de ces comptes. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les amortissements sont calculés en fonction de leur durée normale d'utilisation et selon le mode linéaire :

- | | |
|------------------------------------------------------|------------|
| - logiciels | 2 à 3 ans |
| - installations générales, agencements, aménagements | 6 à 10 ans |
| - matériel de transport | 4 ans |
| - matériel de bureau | 5 à 10 ans |

Règles & Méthodes Comptables (suite)

CARPA

Période du	01/01/24	au 31/12/24
Edition du	24/04/25	
Devise d'édition	EURO	

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Immobilisations financières :

Les placements moyen-long terme, les titres de participation et les créances rattachées sont comptabilisées à leur valeur nominale. Sur les titres détenus dans des sociétés civiles, une dépréciation est constatée quand la quote-part de situation nette est inférieure à la valeur comptable. Cette dépréciation est constatée prioritairement sur les titres, puis sur les créances rattachées.

Dépôts de garantie : il est constaté une dépréciation du dépôt de garantie au titre de l'assurance non représentation de fonds. Cette dépréciation est dotée à hauteur de l'estimation par l'assureur du montant des sinistres connus à la clôture de l'exercice et qui restera à la charge de la CARPA.

Valeurs mobilières de placement :

Les placements sont enregistrés selon la méthode "premier entré premier sorti". Une dépréciation est constatée, si, à la date de clôture, la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont estimées conformément au règlement ANC 2016-07 sur les passifs et comprennent notamment les éléments suivants :

- provisions pour prud'hommes et autres litiges : elles sont estimées en fonction des demandes et de l'avancement des procédures.
- provision pour retraite complémentaire à prestations définies : le passif social non couvert par la valeur du fonds collectif dans lequel la CARPA a effectué des versements est provisionné à 100%.
- provision allocation Poignard, déterminée sur la base des hypothèses suivantes :
 - une rente à un taux d'actualisation revu annuellement,
 - un montant annualisé des versements trimestriels aux bénéficiaires,
 - l'âge des bénéficiaires,
 - table statistique INSEE publiée en 2010.

Ecart de conversion :

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin d'exercice au taux de clôture.

À la date d'arrêté des comptes, lorsque l'application du cours de conversion a pour effet de modifier les montants en Euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites au passif du bilan lorsque la différence correspond à un gain latent et à l'actif du bilan lorsque la différence correspond à une perte latente.

Engagements hors bilan :

indemnités de fin de carrière

Le code du travail ou la convention collective dont dépend l'entité prévoit des indemnités de fin de carrière. Les engagements sociaux de la CARPA n'ont pas fait l'objet d'une évaluation à ce jour. Il est à noter que la CARPA verse une cotisation à KERALIS, qui prend en charge les indemnités de départ des salariés.

retraite complémentaire à prestations définies

Le montant du passif social s'élève à 264 821 euros au 31/12/2024. Il est calculé en tenant compte :

- d'une rente de 5% du salaire au terme
- des salaires annuels par salarié en intégrant un taux de progression de 3% des salaires à venir projetés au moment du départ à la retraite de la population concernée
- l'ancienneté des salariés
- la probabilité de maintien dans la structure et de survie (table TPG) jusqu'à la retraite
- d'un taux d'actualisation de 3,3%.

Ce passif est couvert par un fonds collectif dans lequel la CARPA a effectué un versement initial.

Règles & Méthodes Comptables (suite 2)

CARPA

Période du	01/01/24	au 31/12/24
Edition du	24/04/25	
Devise d'édition	EURO	

Objet social :

La CARPA a pour objet, sous la responsabilité du Barreau de Paris représenté par le Bâtonnier et le Conseil de l'Ordre :

- de recevoir en qualité de dépositaire les fonds, effets et valeurs mentionnés à l'article 53-9° de la loi du 31 décembre 1971 et de procéder aux règlements pécuniaires liés à l'activité professionnelle des avocats conformément aux dispositions du 27 novembre 1991 et de l'arrêté du 5 juillet 1996 ;
- de participer à la garantie du justiciable notamment par un contrôle des comptes et par la souscription ou le financement des polices d'assurance à son profit ;
- d'assurer la gestion de la dotation versée par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle en application de la loi 91-647 du 10 juillet 1991 et du décret n°91-1366 du 19 décembre 1991 ;
- de participer au financement de la formation professionnelle des avocats et des futurs avocats ;
- de participer dans le cadre des dispositions autorisées par les Pouvoirs Publics au régime de prévoyance des avocats et des anciens avocats et d'octroyer des secours exceptionnels aux avocats et à leur famille ;
- de permettre la mise en oeuvre de toutes mesures propres à faciliter l'accès à la justice et son fonctionnement et de contribuer à la promotion de la profession d'avocat ;
- d'assurer toutes activités d'intérêt collectif destinées à faciliter l'exercice des missions des avocats ;
- de fournir notamment à l'Ordre des Avocats au Barreau de Paris les moyens matériels et financiers nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Immobilisations

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 24/04/25
 Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	3 213 704		4 986 880
TOTAL immobilisations incorporelles :	3 213 704		4 986 880
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	4 745 465		
Constructions sur sol propre	14 315 035		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	709 532		
Installations techniques et outillage industriel	5 111		
Installations générales, agencements et divers	1 106 496		
Matériel de transport	8 135		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	200 665		9 900
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	21 090 439		9 900
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	46 428 011		111 012
Autres titres immobilisés	522 393 200		15 454 370
Prêts et autres immobilisations financières	8 590 590		6 905 137
TOTAL immobilisations financières :	577 411 802		22 470 518
TOTAL GÉNÉRAL	601 715 945		27 467 298

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		4 360 091	3 840 493	
TOTAL immobilisations incorporelles :		4 360 091	3 840 493	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			4 745 465	
Constructions sur sol propre			14 315 035	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			709 532	
Install. techn., matériel et out. industriels			5 111	
Inst. générales, agencements et divers			1 106 496	
Matériel de transport			8 135	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			210 565	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			21 100 339	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		2 747 631	43 791 391	
Autres titres immobilisés		10 000 000	527 847 570	
Prêts et autres immo. financières		276 009	15 219 718	
TOTAL immobilisations financières :		13 023 640	586 858 680	
TOTAL GÉNÉRAL		17 383 732	611 799 511	

Amortissements

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 24/04/25
 Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	598 681	564 657	363 810	799 528
TOTAL immobilisations incorporelles :	598 681	564 657	363 810	799 528
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	7 924 854	183 232		8 108 086
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	487 975	46 884		534 859
Installations techn. et outillage industriel	5 111			5 111
Inst. générales, agencements et divers	1 106 496			1 106 496
Matériel de transport	8 135			8 135
Mat. de bureau, informatique et mobil.	146 563	20 844		167 407
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	9 679 134	250 960		9 930 094
TOTAL GÉNÉRAL	10 277 814	815 618	363 810	10 729 622

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	564 657		
TOTAL immobilisations incorporelles :	564 657		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	183 232		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	46 884		
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	20 844		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	250 960		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	815 618		

Provisions Inscrites au Bilan

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 24/04/25
 Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	578 166 827 000	28 599	153 961	452 804
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	1 405 166	28 599	653 961	779 804
Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	152 1 233 547	2 237 558	196 142	152 3 274 963
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 233 699	2 237 558	196 142	3 275 116
TOTAL GÉNÉRAL	2 638 865	2 266 157	850 102	4 054 920

État des Échéances des Créances et Dettes

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 24/04/25
 Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	43 502 177		43 502 177
Prêts	214 366		214 366
Autres immobilisations financières	15 005 352		15 005 352
TOTAL de l'actif immobilisé :	58 721 895		58 721 895
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	3 454	3 454	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 798	2 798	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 007 569	1 007 569	
TOTAL de l'actif circulant :	1 013 821	1 013 821	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	629 455	629 455	

TOTAL GÉNÉRAL	60 365 172	1 643 276	58 721 895
----------------------	-------------------	------------------	-------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	2 613 542 246		2 613 542 246	
Emprunts et dettes financières divers	5 306		5 306	
Fournisseurs et comptes rattachés	3 413 451	3 413 451		
Personnel et comptes rattachés	983 085	983 085		
Sécurité sociale et autres organismes	831 060	831 060		
Impôts sur les bénéfices	2 168	2 168		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 066 831	5 066 831		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	7 318 196	7 318 196		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

TOTAL GÉNÉRAL	2 631 162 343	17 614 791	2 613 547 552	
----------------------	----------------------	-------------------	----------------------	--

Nature des titres de placement

CARPA

Période du	01/01/24	au 31/12/24
Edition du	24/04/25	
Devise d'édition	EURO	

Les placements de fonds propres ou reçus de tiers figurant au bilan sont de plusieurs natures :

1)

Des placements à court terme sur le marché monétaire ou assimilés destinés à maintenir la liquidité de la trésorerie. La nature de ces placements effectués auprès de banques de première catégorie permet de garantir aussi bien leur capital que leur rendement par une indexation proche de l'ESTER, mais en contrepartie de la liquidité, les taux sont relativement faibles.

Au 31 décembre 2024, le montant de ces placements s'élève à 421 133 852 €.

2)

Des placements à moyen terme souscrits auprès de banques de première catégorie, comprenant une garantie en capital et une garantie de rendement minimum.

Au 31 décembre 2024, le montant de ces placements s'élève à 1 812 405 723 €.

3)

Des placements à moyen terme de type obligataire, qui ont été confiés à des gérants de portefeuille, filiales des grandes banques françaises.

Ces placements varient en fonction des fluctuations des marchés financiers. Ils comportent, outre un rendement minimum garanti et une garantie en capital, une participation à la performance d'un placement sous-jacent.

En cours de vie, la valeur liquidative évolue selon un schéma de type obligataire. Les variations de ces valeurs liquidatives n'apparaissent qu'en cas de cession.

Ces placements ont pour but de rechercher un rendement plus élevé que le taux du monétaire pour permettre de couvrir les charges courantes de la CARPA et d'assurer ses obligations financières telles qu'elles sont définies dans l'article 235-1 du décret du 27 novembre 1991. Ils s'élèvent à 534 642 220 € au 31 décembre 2024.

Charges à Payer

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 24/04/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	975 935
Dettes fiscales et sociales	1 404 173
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	6 737 376
TOTAL	9 117 484

Les "dettes fournisseurs et comptes rattachés" concernent principalement des factures de permanences accès au droit en cours de règlement (ainsi que la prise en compte du complément défense d'urgence versé sur 2024), de charges de copropriété et de commissariat aux comptes.

Les dettes fiscales et sociales se composent principalement des provision RTT/CET (réduction du temps de travail / compte épargne temps) et aux charges sociales correspondantes, ainsi que l'intéressement des salariés.

Le poste "autres dettes" correspond au versement 2024 à l'Ordre des Avocats de Paris de l'article 235-1.

Produits à Recevoir

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 24/04/25
 Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	7 023 780
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	
Divers, produits à recevoir	495 943
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	126 348 307
Disponibilités	352 668
TOTAL	134 220 698

Les produits à recevoir sur les immobilisations financières correspondent aux intérêts courus acquis sur titres immobilisés.
 Les produits à recevoir sur VMP correspondent aux intérêts courus acquis des comptes à terme et contrats de capitalisation.
 Les produits à recevoir divers correspondent à des plus values sur les placements des fonds reçus au titre de l'AJ.

Charges et Produits Constatés d'Avance

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 24/04/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	629 455	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	629 455	

Les charges constatées d'avances concernent entre autres, la cotisation UNCA 2025 réglée sur 2024, les locations d'ordinateurs, de photocopieurs et les abonnements auprès de sociétés d'archivage qui ont été payés d'avance à la clôture de l'exercice.

Détail des Produits Exceptionnels et Charges Exceptionnelles

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 24/04/25
Devise d'édition EURO

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant	Imputé au compte
Remboursement Assurance appartement MDB	3 580	#771800

TOTAL	3 580	
-------	-------	--

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant	Imputé au compte

TOTAL		
-------	--	--

Tableau de variation des capitaux propres

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 24/04/25
Devise d'édition EURO

Rubriques		Fonds propres au 01/01/2024	Affectation Résultat 2023	autres résolutions de mai 2024	Fonds propres 01/01/2025
Ecart de réévaluation	105501	19 437 558,44		0,00	19 437 558,44
Réserve foncière disponible	106883	16 832 739,96		3 383 287,52	20 216 027,48
Réserve évolutions technologiques	106880	6 006 129,35	17 566 645,69	0,00	23 572 775,04
Réserve couverture risque solvabilité	106891	22 493 894,75	17 566 645,70	0,00	40 060 540,45
Réserve solidarité	106892	4 385 047,00		-96 060,00	4 288 987,00
Réserve missions art 235-1 budgétées	106893	22 964 808,00		3 223 209,00	26 188 017,00
Report à nouveau	110001	43 229 042,33		-6 510 436,52	36 718 605,81
sous-total		135 349 219,83	35 133 291,39	0,00	170 482 511,22
résultat 2024					38 346 110,29
TOTAL FONDS PROPRES		135 349 219,83			208 828 621,51

Fonds de tiers**CARPA**

Période du 01/01/24 au 31/12/24
 Edition du 24/04/25
 Devise d'édition EURO

Fonds détenus pour le compte de tiers (maniements de fonds)

La CARPA assure au 31/12/24 la gestion de fonds de tiers à concurrence des montants ci-après :

Dépôts en euros	2 601 397 290
Dépôts en US dollars	18 124 728
Dépôts en livres sterling	264 846
Dépôts en francs suisses	344 550
Dépôts en dollars canadiens	393
Dépôts en Riyal saoudien	4 575 472

Ces fonds sont inscrits, conformément aux dispositions légales, dans un compte ouvert à la BNP PARIBAS, au nom de l'ensemble des avocats, déposants pour le compte de leurs clients.

En outre, la CARPA a reçu des clients d'avocats des fonds séquestrés à moyen ou long terme qui sont placés directement au nom desdits clients (comptes individuels ou FCP monétaires).

Au 31/12/24, l'ensemble de ces dépôts s'élève à 687 M€ en comptes rémunérés, 1,7 M€, 0.4 M CHF et 3.8 M\$ en DAT.

Fonds gérés au titre de l'aide juridictionnelle

Les fonds reçus de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle, de la garde à vue, de l'organisation de la médiation et de la composition pénale sont constatés par des flux de comptes de tiers qui n'impactent pas le résultat de la CARPA.

Les fonds reçus au cours de l'exercice clos le 31/12/24 à ce titre s'élèvent à 51 082 100 €, le solde est constaté au passif pour un montant de 4 948 574 €.

Engagements Financiers

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 24/04/25
Devise d'édition EURO

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	
La CARPA est responsable solidairement du passif des SCI Berryer et MOdA	

TOTAL	
-------	--

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	

TOTAL	
-------	--

Effectif Moyen

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 24/04/25
Devise d'édition EURO

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Employés	9	
Agents de maîtrise et techniciens	27	
Cadres	20	1
TOTAL	56	1

Honoraires des commissaires aux comptes (article R123-198 du code de commerce)

Les honoraires des trois cabinets de commissariat aux comptes intervenant au titre de la mission de contrôle des maniements de fonds, de la mission de contrôle de l'aide juridictionnelle et de la mission générale de commissariat aux comptes, provisionnés ou versés au titre de l'exercice 2024, s'élèvent à 198 977 euros TTC.

Rémunération des dirigeants

Indemnités en honoraires versée au secrétaire général et au trésorier : 216 000 euros TTC

Liste des Filiales et Participations

CARPA

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 24/04/25
Devise d'édition EURO

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves et RAN avant affecta* resultat	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeurs comptables titres détenus Brute	Valeurs comptables titres détenus Nette	Prêts & avances consentis par la société non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par société au cours exercice
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONC. LES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
	1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)									
	SCI MOdA	375 638	49	490	490	35 132 816		3 562 139	375 638	
	SCI Berryer	(186 086)	49	490	490	7 436 651		1 343 369	(186 086)	
	2. participations (10 à 50% du capital détenu)									
	SCI Rennes 2	80 796	19,58	225 000	225 000			55 822	42 254	6 750
	SC Parc de Harlay	(9 065 973)	10	152		932 710		113 926	(106 277)	
	SCI Rennes 169	424 343	10,72	63 082	63 082			111 892	98 184	10 800
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONC. LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPAT°										
	1. filiales non reprises en A:									
	- françaises									
	- étrangères									
	2. participations non reprises en A:									
	- françaises									
	- étrangères									